

# La France profite d'une embellie économique

Après des années décevantes, le PIB devrait progresser de 1,6 % en 2017. Le climat des affaires est au plus haut

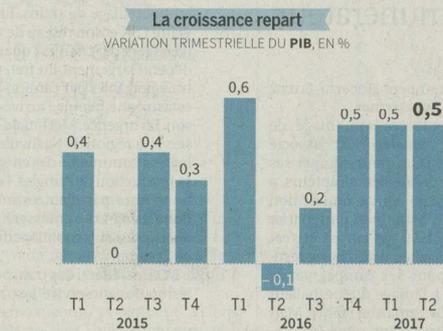
Un président chanceux. Alors que son prédécesseur s'est débattu avec les séquelles de la crise, Emmanuel Macron hérite d'une économie en bien meilleure forme – et récolte les fruits des mesures prises par François Hollande pour favoriser l'emploi et l'investissement. Les enquêtes de conjoncture publiées jeudi 24 août par l'Insee le confirment.

Selon les chefs d'entreprise interrogés en août, le climat des affaires est au plus haut depuis 2011 : l'indicateur qui le synthétise a grimpé à 109 points (+1 par rapport à juillet). Dans l'industrie manufacturière, il culmine même à 111, son plus haut niveau depuis décembre 2007. Confiants pour l'avenir, les industriels prévoient d'augmenter leurs investissements de 7 % cette année. Même constat dans les services, où l'indicateur du climat des affaires culmine à 106, 6 points au-dessus de sa moyenne historique. Il fléchit en revanche un peu dans le bâtiment, le commerce de détail et la réparation automobile – mais, là encore, reste bien supérieur à sa moyenne de long terme.

## Alignement des planètes

Après deux années de croissance quasi nulle (0,2 % en 2012, 0,6 % en 2013), suivies de trois années décevantes (1 % en 2014 et en 2015, 1,1 % en 2016). L'économie tricolore a enfin renoué avec le dynamisme. Le produit intérieur brut (PIB) a ainsi progressé de 0,5 % sur les trois derniers trimestres. « Les indicateurs sont au vert et prêtent à l'optimisme », observe Mathieu Plane, à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). « La France profite du rebond du commerce international et de la reprise de la zone euro : cela fait longtemps que les conditions n'ont pas été aussi bonnes », ajoute Bruno Cavalier, chef économiste d'Odéo BHF.

Le fameux alignement des planètes économiques – taux d'intérêt faibles, inflation et euro relativement bas –, dont les bienfaits étaient attendus en 2016, a finalement porté ses fruits en début d'année. Même si l'inflation est un peu remontée, la consommation des ménages, qui a progressé de 0,3 % au deuxième trimestre, résiste bien. « Elle est soutenue par le rebond des créations d'emploi », explique Marion Amiot, chez Ox-



SOURCE : INSEE INFOGRAPHIE LE MONDE

ford Economics. De fait, le taux de chômage est tombé à 9,5 % au deuxième trimestre, retrouvant son niveau de début 2012. Il reste élevé au regard de celui de nos voisins allemands (3,8 %) ou britanniques (4,4 %). Mais le taux d'emploi des 15-64 ans, qui mesure le nombre de personnes ayant un travail par rapport à l'ensemble de la population concernée, a grimpé à 65,3 %, au plus haut depuis 1980.

L'investissement est également reparti. Après le rebond de 2,1 % au premier trimestre, il a ralenti à 0,5 % au deuxième, à cause de la fin du dispositif de suramortissement fiscal en avril. En début

d'année, les entreprises avaient engrangé des projets d'investissement pour profiter de cette mesure avant son expiration. « Mais cela ne remet pas en cause le redémarrage de l'investissement privé, qui devrait rester dynamique ces prochains mois », juge M. Plane.

De fait, les carnets de commandes des entreprises sont pleins, leur taux de marge s'est redressé et le taux d'utilisation des capacités de production est, à 84,5 %, supérieur à sa moyenne historique. « La hausse de l'euro observée ces derniers mois a pour l'instant peu d'impact, et ne devrait guère en avoir », estime Véronique Riches-Flores, économiste indépendante. Dans sa note de conjoncture publiée en juin, l'Insee tablait sur une hausse de 2,9 % de l'investissement des entreprises sur l'année. Et de 3,7 % pour celui des ménages – c'est-à-dire leurs dépenses en logement –, qui alimente la reprise de la construction.

Autre raison de se réjouir : le tourisme a repris du poil de la bête, renouant avec les chiffres

d'avant les attentats de 2015. Au deuxième trimestre, le nombre de nuitées dans les hôtels, campings et autres résidences pour touristes a ainsi progressé de 10,2 % sur un an.

En revanche, le commerce extérieur reste le talon d'Achille de l'économie française. Au premier semestre, les importations (+4,4 %) ont progressé plus vite que les exportations (+1,3 %), si bien que le déficit commercial s'est creusé à 34,3 milliards d'euros. C'est 11,3 milliards de plus qu'en 2016.

« La hausse de la consommation se traduit par celle des importations, car notre secteur productif n'est pas équipé pour répondre à ce surcroît de demande », explique Olivier Chemla, chef économiste de l'Association française des entreprises privées (AFEP). Et ce, parce que notre base industrielle, spécialisée dans le moyen de gamme, a fondu comme peau de chagrin ces dernières années.

Reste que, grâce aux chiffres positifs du premier semestre, l'acquis de croissance – c'est-à-dire la

progression annuelle du PIB si la croissance était nulle sur les six prochains mois – était de 1,4 % à la fin juin. « Beaucoup de facteurs laissent penser que cette bonne dynamique va se poursuivre ces prochains mois », estime Charles-Henri Colombier, économiste chez Coe-Rexecode, un think tank proche du patronat.

## « Pic en 2017 »

Autant dire que la prévision de croissance du gouvernement (1,6 %), conforme à celle de l'Insee, est à portée de main. Ce serait la plus forte hausse enregistrée depuis 2011... Mais elle resterait inférieure au 1,9 % attendu en zone euro par le Fonds monétaire international. « La croissance tricolore aura atteint son pic en 2017, avant de fléchir à nouveau l'an prochain », ajoute M<sup>me</sup> Amiot.

Car l'horizon conjoncturel pourrait de nouveau s'obscurcir courant 2018. L'incidence des mesures budgétaires du nouveau gouvernement sur la croissance est encore incertaine, tandis que la Banque centrale euro-

péenne va peu à peu réduire ses soutiens à l'économie – au risque que cela fasse grimper les coûts d'emprunt dans la zone euro.

Surtout : l'effet de rattrapage post-crise va s'estomper, si bien que l'économie française va progressivement se rapprocher de son taux de croissance potentielle – à savoir, celui qu'elle peut atteindre lorsque ses capacités de production tournent à plein régime, sans surchauffe. Or, ce taux est estimé à 1,2 % seulement. Une faiblesse liée aux handicaps de notre pays, tels que le taux de chômage structurel élevé – autour de 8,5 % –, les fragilités de l'industrie et le déficit du commerce extérieur.

La réforme du code du travail et les mesures en faveur des entreprises promises par Emmanuel Macron amélioreront-elles les choses ? Peut-être. Mais il en faudra plus – investissement dans l'innovation, renforcement de la formation... – pour permettre à la croissance française de se rapprocher durablement des 2 %.

MARIE CHARREL

**« Cela fait longtemps que les conditions n'ont pas été aussi bonnes »**

BRUNO CAVALIER  
chef économiste d'Odéo BHF